ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 19 janvier 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux différents brevets pour la navigation de remorquage et d'offshore", a donné le 8 mars 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 januari 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende verschillende brevetten ter sleep- en offshorevaart", heeft op 8 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux brevets requis pour la navigation ...".

Préambule.

Plutôt que de viser l'ensemble de l'article 4 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires, il est proposé de restreindre le visa à la seule disposition de cet article qui constitue le fondement légal du projet.

L'alinéa 1er serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires, notamment l'article 4, alinéa 1er, 1°, f);".

Dispositif.

Articles 1er et 2.

Les articles 1er et 2 seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° navigation de remorquage et d'offshore : ... (la suite comme à l'article 1er, § 1er, 1, du projet);

2° offshore : ... (la suite comme à l'article 1er, § 1er, 2, du projet);

3° la grande navigation côtière : la navigation dans ... (la suite comme à l'article 1er, § 2, a), sauf à remplacer les tirets par a), b), c) ...);

Le texte néerlandais du troisième tiret, devenant le c), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4° la petite navigation côtière : la navigation dans ... (la suite comme à l'article 1er, § 2, b), sauf à remplacer les tirets par a), b), c) ...).

Art. 2. Nul ne peut exercer à bord de remorqueurs ou de navires offshore l'une des fonctions mentionnées ci-après s'il n'est titulaire selon le cas :

1° ... (la suite comme à l'article 2 du projet, sauf à remplacer à chaque fois "un brevet" par "du brevet")".

Article 3.

1. La phrase introductive du paragraphe 1er du texte néerlandais devrait être rédigée en tenant compte de

l’observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Mieux vaut écrire au paragraphe 1er, 3° :

"3° être titulaire d’un certificat ... de la navigation, attestant l’aptitude physique ... sur la passerelle, requise en vertu de l’article 102 de ...;".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 4°, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au paragraphe 2, 3°, on écrira :

"3° être titulaire du brevet de conduite A requis pour la navigation sur les voies navigables du Royaume, délivré conformément à l’arrêté royal du 30 septembre 1992 relatif au brevet de conduite exigé pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne le transport de marchandises;".

5. Le paragraphe 2, 5°, doit être rédigé selon la formulation proposée pour le paragraphe 1er, 3°.

6. Dans la phrase introductive du paragraphe 4, il est proposé d’omettre les mots "sous peine de nullité" et de compléter le paragraphe 4 par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"A défaut de respecter les formalités prévues au présent paragraphe, le candidat n'est pas admis à l'examen".

L'observation vaut également pour le paragraphe 5.

7. Le paragraphe 5, 2°, doit s'écrire comme suit :

"2° une copie certifiée conforme du brevet de radar visé au paragraphe 2, 2°;".

En néerlandais, il y a lieu d'écrire "radarbrevet" au lieu de "radardiploma".

Article 4.

1. Le texte français du paragraphe 1er apparaît comme une traduction trop littérale du texte néerlandais. Il serait indiqué, par exemple, au lieu de "brevet concordant" d'écrire "brevet correspondant".

Quant au texte néerlandais, il doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le paragraphe 1er, 3°, doit être rédigé comme suit :

"3° être titulaire du certificat médical prévu à l'article 3, § 1er, 3°, ou à l'article 3, § 2, 5°;".

3. Au 4° du même paragraphe, il est suggéré de citer les dispositions en vertu desquelles les certificats sont délivrés.

4. Au paragraphe 2, 5°, il faut écrire "à l'article 3, § 1er, 3°, ou à l'article 3, § 2, 5°".

Article 5.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, du texte français, il faut écrire : "Les candidats présentent l'examen ...".

Le texte néerlandais du même alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Par ailleurs, au même paragraphe, alinéa 2, il est prévu que le jury se compose d'un président et de six membres. Cette composition pourrait ne pas être de nature à répondre à la nécessité de permettre aux candidats de présenter l'examen dans l'une des trois langues nationales.

La composition prévue par le paragraphe 1er doit, le cas échéant, être revue en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 6, § 2.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, dernière phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 3°, les termes "et qui ne peuvent soumettre aucun brevet nautique ou brevet nautique considéré équivalent à ceux instaurés par le présent arrêté" sont obscurs et doivent être réécrits.

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, du texte français, il faut écrire : "... devant le jury d'examen. Ces candidats doivent, en tout cas, présenter un examen ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au paragraphe 2, alinéa 2, il faut écrire : "Le ministre dont dépend l'administration des affaires maritimes et de la navigation nomme le président ...".

L'observation vaut également pour l'article 7, alinéa 1er.

Article 7.

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... par le directeur général de cette administration ou son délégué".

2. A l'alinéa 2, il faut écrire : "Les brevets sont établis sur les modèles prévus aux annexes III à VI".

3. A l'alinéa 3, le mot "sub-mentionné" doit être supprimé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Comme cet article n'a d'autre objet que de rappeler, en les paraphrasant, les règles inscrites aux arti-

cles 4, alinéa 1er, 2°, et 21 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires, il est dépourvu d'utilité et doit être omis.

Article 10 (devenant l'article 9).

Il faut écrire :

"Art. 9. Le ministre dont dépend l'administration des affaires maritimes et de la navigation est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Annexes III à VI.

Il y a lieu de prévoir des modèles de brevets rédigés en langue allemande, respectivement pour chacune des annexes III à VI.

Observations finales.

1. Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "mus" sans accent circonflexe et "sous-sol".

2. Il y a lieu de remplacer les mots "sous-mentionnées", "mentionné ci-haut", "ci-haut mentionné" par de meilleures traductions en français.

3. Il y a lieu d’écrire dans le texte français de l’article 3, § 4 : "L’attestation de service effectif mentionnée au paragraphe 1er, 2○;".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte en projet est rédigé de manière défectueuse. Il doit être amélioré à cet égard.

5. Le texte néerlandais du l’annexe I devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de brevetten die vereist zijn voor de sleep- en offshorevaart".

Aanhef.

Veeleer dan te verwijzen naar het hele artikel 4 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen, wordt voorgesteld alleen te verwijzen naar de bepaling van dat artikel die de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

Het zou derhalve beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen, inzonderheid op artikel 4, eerste lid, 1°, f);".

Bepalend gedeelte.

Artikelen 1 en 2.

Het zou beter zijn de artikelen 1 en 2 als volgt te redigeren :

"Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° sleep- en offshorevaart : ... (voorts zoals in artikel 1, § 1, 1, van het ontwerp);

2° offshore : ... (voorts zoals in artikel 1, § 1, 2, van het ontwerp);

3° de grote kustvaart : de vaart in ... (voorts zoals in artikel 1, § 2, a), waarbij de streepjes evenwel door a), b), c) ... vervangen moeten worden en onder het derde streepje, dat c) wordt, "Noordkust" moet worden geschreven in plaats van "Noordskust");

4° de kleine kustvaart : de vaart binnen ... (voorts zoals in artikel 1, § 2, b), waarbij de streepjes evenwel door a), b), c) ... vervangen moeten worden).

Art. 2. Niemand mag aan boord van sleepboten of offshoreschepen één van de volgende functies uitoefenen als hij, naargelang van het geval, geen houder is van :

1° ... (voorts zoals in artikel 2 van het ontwerp, waarbij de woorden "een brevet" iedere keer door "het brevet" vervangen dienen te worden)".

Artikel 3.

1. In de inleidende volzin van paragraaf 1 zou het beter zijn het woord "kandidaten" door het woord "gegadig-

den" te vervangen. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

2. Het zou beter zijn in paragraaf 1, 3°, te schrijven :

"3° houder zijn van een getuigschrift afgegeven ... van de Scheepvaart, ten bewijze van de algemene en bijzondere lichamelijke geschiktheid ... op de brug, voorgeschreven in artikel 102 van ...;".

3. In paragraaf 1, 4°, van de Nederlandse tekst schrijve men "desbetreffende" in plaats van "betreffend", en "in bijlage I" in plaats van "in de bijlage I". Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 2, 6°, van het ontwerp.

4. In paragraaf 2, 3°, schrijve men :

"3° houder zijn van het stuurbrevet A, dat vereist is voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk, uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 september 1992 betreffende het stuurbrevet vereist voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk met betrekking tot het goederenvervoer;".

5. Paragraaf 2, 5°, dient geredigeerd te worden volgens de formulering die voor paragraaf 1, 3°, is voorgesteld.

6. Voorgesteld wordt in de inleidende volzin van paragraaf 4 de woorden "op straffe van ongeldigheid" te laten vervallen en paragraaf 4 aan te vullen met een tweede lid, luidende :

"Bij niet-naleving van de in deze paragraaf voorgeschreven vormvoorschriften, wordt de gegadigde niet toegelaten tot het examen".

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 5.

7. Paragraaf 5, 2°, dient als volgt geredigeerd te worden :

"2° een voor eensluidend verklaard afschrift van het radarbrevet, bedoeld in paragraaf 2, 2°;".

Artikel 4.

1. De Franse tekst van paragraaf 1 lijkt een te letterlijke vertaling van de Nederlandse tekst te zijn. Het zou bijvoorbeeld aangewezen zijn in plaats van "brevet concordant", "brevet correspondant" te schrijven.

In de Nederlandse tekst schrijve men "overeenkomstige" in plaats van "overeenstemmende".

2. Paragraaf 1, 3°, dient als volgt geredigeerd te worden :

"3° houder zijn van het medisch getuigschrift, voorgeschreven in artikel 3, § 1, 3°, of in artikel 3, § 2, 5°;".

3. Voorgesteld wordt in 4° van dezelfde paragraaf te verwijzen naar de bepalingen krachtens welke de getuigschriften worden uitgereikt.

4. In paragraaf 2, 5°, schrijve men "in artikel 3, § 1, 3°, of in artikel 3, § 2, 5°".

Artikel 5.

1. In paragraaf 1, eerste lid, van de Franse tekst dient men te schrijven : "Les candidats présentent l'examen ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde eerste lid schrijve men : "... leggen de gegadigden het desbetreffende examen af ... ingedeeld als volgt :".

2. Bovendien wordt in diezelfde paragraaf, tweede lid, bepaald dat de examencommissie bestaat uit een voorzitter en zes leden. Het zou kunnen dat die samenstelling niet beantwoordt aan de vereiste om de gegadigden in staat te stellen het examen in één van de drie landstalen af te leggen.

De bij paragraaf 1 vastgestelde samenstelling dient in voorkomend geval dienovereenkomstig herzien te worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 2.

In de laatste zin van het tweede lid schrijve men "vernieuwd" in plaats van "hernieuwd". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 2, laatste lid, laatste zin.

Artikel 6.

1. In paragraaf 1, eerste lid, 3°, zijn de woorden "en die geen enkel nautisch brevet of geen nautisch brevet dat gelijkwaardig wordt beschouwd met de door dit besluit ingestelde brevetten, kunnen overleggen" onduidelijk en dienen ze herschreven te worden.

2. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, schrijve men : "... devant le jury d'examen. Ces candidats doivent, en tout cas, présenter un examen ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men "examens" in plaats van "proeven".

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "ingedeeld" in plaats van "onderverdeeld".

4. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men : "De minister onder wie het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart ressorteert, benoemt de voorzitter ...".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 7, eerste lid.

Artikel 7.

1. In het eerste lid schrijve men : "... door de directeur-generaal van dat bestuur of zijn gemachtigde".

2. In het tweede lid schrijve men : "De brevetten worden opgemaakt volgens de modellen vastgesteld in de bijlagen III tot VI".

3. In het derde lid dient het woord "voornoemde" geschrapt te worden.

Voorts schrijve men : "... zijn niet meer geldig van het ogenblik af dat ...".

Artikel 8.

Aangezien het enige doel van dit artikel erin bestaat de voorschriften, gegeven in de artikelen 4, eerste lid, 2°, en 21 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen in herinnering te brengen door ze te parafraseren, heeft het artikel geen nut en dient het te vervallen.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Men dient te schrijven :

"Art. 9. De minister onder wie het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart ressorteert is belast met de uitvoering van dit besluit".

Bijlagen III tot VI.

Er dient voorzien te worden in modellen van brevetten gesteld in het Duits, respectievelijk voor elk van de bijlagen III tot VI.

Slotopmerkingen.

1. In de Franse tekst schrijve men "mus" zonder accent circonflexe, en "sous-sol".

2. De woorden "sous-mentionnées", "mentionné ci-haut", "ci-haut mentionné" dienen vervangen te worden door betere Franse vertalingen.

3. In artikel 3, § 4, van de Franse tekst schrijve men : "L'attestation de service effectif mentionnée au paragraphe 1er, 2°;".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Het in paragraaf 1, 2°, bedoelde attest van effectieve dienst".

4. De ontworpen tekst is gebrekkig gesteld. Hij moet in dat opzicht verbeterd worden.

5. In bijlage I vervange men het woord "proef" door het woord "examen" of "examengedeelte", naargelang van het geval.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	C.-L. CLOSSET,	président de chambre, kamervoorzitter,
	R. ANDERSEN,	conseillers d'Etat,
	Y. KREINS,	staatsraden,
	P. GOTHOT,	assesseurs de la section de législation,
	J. van COMPERNOLLE,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toe- gelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.